

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS103/20
WT/DS113/20
4 septembre 2001
(01-4234)

Original: anglais

CANADA - MESURES VISANT L'IMPORTATION DE LAIT ET L'EXPORTATION DE PRODUITS LAITIERS

Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

Notification d'un appel du Canada présentée conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La notification ci-après, datée du 4 septembre 2001, adressée par la Mission permanente du Canada à l'Organe de règlement des différends (ORD), est distribuée aux Membres. Elle constitue aussi la Déclaration d'appel, déposée le même jour auprès de l'Organe d'appel, conformément aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à la règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, le gouvernement canadien notifie sa décision de faire appel au sujet de certains points de droit couverts par le rapport du Groupe spécial intitulé *Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers - Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémoire d'accord* (WT/DS103/RW et WT/DS113/RW) et de certaines interprétations du droit données par ce Groupe spécial.

Le gouvernement canadien demande que soit examinée la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures canadiennes en question constituent des subventions à l'exportation au sens de l'article 9:1 c) de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Canada demande en particulier que soit examinée la constatation du Groupe spécial selon laquelle les ventes de lait d'exportation commerciale constituent des versements financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics. Cette constatation est erronée et elle est fondée sur des constatations erronées relatives à des points de droit et à des interprétations connexes du droit concernant l'interprétation et l'application de l'article 9:1 c) de l'*Accord sur l'agriculture*.

Le gouvernement canadien demande que l'Organe d'appel infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial et modifie en conséquence les recommandations et décisions du Groupe spécial.
